

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 MARS 1903.

Projet de loi relatif à la stabilité des emplois communaux (1). — Proposition de loi garantissant la stabilité des emplois communaux (2).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (3), PAR M. VERSTEYLEN.

MESSIEURS,

La proposition de loi de M. Buyl a soulevé beaucoup de critiques dans les sections.

C'est que, en effet, ce projet rompt avec une situation existant depuis 1830. La Constitution, par son article 34, consacre l'indépendance à la commune dans tout ce qui concerne les intérêts exclusivement communaux. Cette indépendance de la commune dans le cercle des pouvoirs qui lui sont dévolus est un obstacle à l'envahissement du pouvoir central. C'est l'honneur et la gloire des communes belges d'avoir toujours veillé avec un soin jaloux au maintien de leur autonomie. Certes, la Constitution permet l'intervention du Roi ou du pouvoir législatif pour empêcher que le conseil communal ne sorte de ses attributions et ne blesse l'intérêt général, mais le législateur ne doit porter atteinte à l'autonomie communale qu'en cas de nécessité absolue.

Dans les développements donnés à sa proposition de loi, l'auteur du projet, se basant sur les faits relevés dans une enquête faite par la Fédération nationale des employés communaux, conclut à l'immixtion du pouvoir législatif pour porter remède aux abus d'autorité constatés au détriment de certains employés communaux.

(1) Projet de loi, n° 114.

(2) Proposition de loi, n° 47 (session de 1900-1901).

(3) La Commission était composée de MM. HEYNEN, *président*, DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, DOBET, GILLÈS DE PELICHY, WOBSTE, VERSTEYLEN et VANDERVELDE

Les abus dénoncés paraissaient graves. La Fédération nationale des employés communaux les fit connaître au Parlement dans deux mémoires de 1897 et de 1900.

L'opinion publique se montra favorable à l'adoption, par une loi, de mesures garantissant la position des employés.

Six conseils provinciaux : ceux d'Anvers, de Brabant, de la Flandre occidentale, du Hainaut, de Liège et de Namur, de nombreux conseils communaux : notamment ceux d'Andenne, Anvers, Arlon, Berchem, Deynze, Dison, Etterbeek, Fontaine-l'Évêque, Furnes, Haume, Herstal, Héverlé, Hoboken, Ixelles, Ledeberg, Lokeren, Montigny-sur-Sambre, Naast, Namur, Ninove, Roulers, Saint-Josse-ten-Noode, Saint-Trond, Sottegem, Spa, Tamise, Theux, Uccle, sollicitèrent l'intervention du législateur.

La Fédération des employés avait formulé un projet de loi qui fut repris par MM. Buyt, Van de Walle, Antoine Delporte, J. Verheyen, E. Nolf et P. Hymans, et déposé sur le bureau de la Chambre le 18 décembre 1900.

Ce projet, dit l'Exposé des motifs, apporte des modifications au mode de nomination (art. 1, 2 et 3); établit une échelle de peines disciplinaires et une procédure contre les abus que peut entraîner l'application de ces peines (art. 4, 5 et 6); interdit les révocations en bloc et les réductions opérées sur les traitements des employés pendant la durée de leurs fonctions (art. 7 et 8); fixe le maximum de la retenue que les administrations ont la faculté de faire sur le traitement de l'employé absent pour cause de maladie et temporairement remplacé (art. 9); détermine le délai qui ne peut être dépassé pour la nomination définitive des employés nommés à titre provisoire et temporaire (art. 10); règle la situation des agents mis en disponibilité (art. 11, 12 et 13); précise les catégories de fonctionnaires qui, déjà garantis par d'autres dispositions législatives, ne tombent pas sous l'application des mesures précédentes, ainsi que les parties de la loi communale abrogée (art. 14 et 16); assure, enfin, l'exécution de la loi par la sanction du retrait des subsides de la province (art. 15).

Des critiques formulées contre le projet, il résulte que celui-ci dépasse le but. Tout d'abord au point de vue des principes généraux, les articles 5, 2 et 8 consacrent une situation absolument inadmissible.

L'article 3 du projet de la Fédération ouvre à l'employé, dans tous les cas et pour toutes les peines, le droit d'en appeler à l'autorité immédiatement supérieure et au Roi. Ainsi un messenger est frappé de la peine de l'avertissement par le collège; il a le droit d'en appeler auprès du conseil communal. La décision du conseil peut être ensuite soumise à la sanction royale, et le Roi, avant de statuer, prendra l'avis de la députation permanente.

N'est-ce pas consacrer l'immixtion du pouvoir central dans les moindres détails de la vie administrative?

Certes, on peut vouloir garantir les petits employés contre l'arbitraire de ses chefs, mais encore faut-il que les mesures qu'on veut édicter ne soient pas destructives de cette autorité.

La Fédération nationale des employés communaux, dans sa requête à la Chambre le 30 décembre 1902 dernier, reconnaît le bien fondé des objections faites à cet article.

Nous y lisons : La Fédération nationale des employés communaux de Belgique, réunie en congrès à Gand, le 26 mai 1894 :

A. Considérant que l'article 5 du projet de loi relatif à la stabilité des emplois communaux, soumis à la Chambre des Représentants, a soulevé des objections auxquelles il est opportun de faire droit, déclare se rallier à une rédaction nouvelle du § 2 du susdit article, qui sera libellé comme suit : Lorsque *l'une ou l'autre des trois dernières peines* énoncées au § 1^{er} de l'article 4 du présent projet a été appliqué à un employé, ce dernier a droit de recours contre la décision qui le frappe :

1° Etc...

C'est, comme nous le verrons, sous une autre forme le projet du Gouvernement.

L'article 2, qui enlève à l'officier de l'état civil le droit de nommer et de congédier les employés de son service, devrait bien, pour être logique, décharger les officiers de l'état civil de la responsabilité pénale et de la responsabilité civile qui pèsent sur eux du fait de leurs employés, pour les faire partager par ces employés. Le projet laisse la responsabilité de l'officier de l'état civil entière, mais il lui enlève toute action sur ses employés.

Aussi, la Fédération des employés, dans la même requête, tout en insistant pour l'obtention de cette réforme, demande que la responsabilité de l'officier de l'état civil soit partagée par les employés du service.

Mais la responsabilité qui pèse sur l'officier de l'état civil seul est de nature toute spéciale et ne saurait être partagée sans graves inconvénients.

La responsabilité personnelle de l'officier même des faits de ses employés, est la garantie la plus efficace de la bonne tenue des livres de l'état civil, en même temps qu'elle assure le mieux l'exécution de toutes les formalités qui concernent la constitution de l'état civil des habitants.

Comment partager, au point de vue de la peine, la responsabilité civile ou criminelle résultant de la non-exécution des formalités et devoirs prescrits par les articles 40, 43, 156 et 157 du Code civil? 194 à 197, 265 et 264 du Code pénal, mais si la responsabilité doit rester entière pour l'officier de l'état civil, il est juste que, comme garantie d'une telle responsabilité, il ait toute autorité sur ses employés et qu'il puisse même les congédier sans en référer au conseil.

Article 8. — Les traitements des employés visés par la présente loi ne peuvent être réduits tant que les titulaires restent en fonctions. Qu'est-ce à dire ?

Il semble que, dans les idées de l'auteur du projet, il s'agit uniquement d'éviter des réductions opérées sur les traitements des employés lorsque ces réductions ne doivent avoir d'autre but que de forcer cet employé à démissionner. Mais il n'en reste pas moins vrai qu'on ne saurait obliger la commune à maintenir un emploi jugé inutile. A ce point de vue, le projet va évidemment beaucoup trop loin.

Mais au point de vue des intérêts des employés eux-mêmes, on a critiqué avec raison les dispositions des articles 10 et 14.

Restreindre le stage à un an (art. 10) peut être très souvent nuisible à

l'employé qui aurait pu avoir intérêt à compléter son éducation spéciale, et que l'autorité devra congédier si le texte du projet était voté

Enfin, on se demande en vain pourquoi le projet exclut du droit de recours au Roi les secrétaires et receveurs communaux, alors qu'un simple messager a tous les droits d'appel et de recours énoncé à l'article 5 ?

La Chambre, en envoyant le texte du Gouvernement à la même Section centrale, constituée en Commission spéciale, a permis à celle-ci de comparer les deux projets et de voir si le projet du Gouvernement ne répond pas d'une manière plus adéquate au but poursuivi.

Il résulte, en effet, des discussions auxquelles le projet de la Commission a donné lieu, qu'on reste d'accord sur deux principes :

1° Faire respecter l'autorité communale par son personnel.

2° Garantir les employés contre les abus de cette autorité, éviter que l'employé ne soit sacrifié pour des considérations étrangères au service et qui ne se réclameraient pas de circonstances entraînant de sa part une faute lourde.

Au point de vue des employés, le projet du Gouvernement tient compte de ces deux principes.

Pour donner plus de latitude à l'autorité communale, et lui permettre de réprimer certaines irrégularités qui ne comportent ni la suspension ni la révocation, il commence par instituer deux nouvelles peines. Alors que la loi communale, dans ses articles 88-99, ne prévoit que la suspension, le projet, dans son article 6, permet aux autorités d'infliger aux fonctionnaires et employés la peine de l'avertissement ou celle de la réprimande ; mais ces peines de l'avertissement, de réprimande et la suspension jusqu'à trois mois sont appliquées sans recours, sans appel, par la seule autorité communale.

D'autre part, la suspension pour plus de trois mois et la révocation sont portées d'office à la connaissance de la députation permanente, avec le droit, tant pour l'employé que pour le conseil, de se pourvoir auprès du Roi contre la décision de ce collège.

La différence entre les deux propositions est sensible : Le projet de la Fédération inscrit l'appel et le recours au Roi pour toutes les peines ; mais il oblige toujours l'employé à interjeter appel ou à signer son recours s'il veut faire valoir ses droits devant l'autorité supérieure

Dans le projet du Gouvernement, si les petites peines sont irrévocables, l'appel est de droit pour les autres peines. A partir de la suspension de trois mois, la députation est saisie d'office.

Il nous semble que le second sauvegarde mieux, d'une part le principe de l'autorité et de la responsabilité communales, d'autre part les droits de l'employé qui ne verra jamais ses droits d'appel ou de recours éternés par des considérations d'ordre personnel.

Enfin, les articles 3 et 4 du projet gouvernemental inscrivent dans la loi communale des mesures très sérieuses pour prévenir la révocation déguisée ou la démission forcée. Ils rendent impossibles la réduction du traitement et la désorganisation du service de l'état civil par l'hostilité du conseil communal contre l'officier chargé de ce service. En soumettant au contrôle de la députation permanente les délibérations des conseils communaux ayant pour

objet la suppression d'un emploi de l'état civil ou la réduction du traitement y attaché, la disposition nouvelle garantit en même temps les titulaires de ces emplois contre les mesures qui pourraient être arbitrairement dirigées contre eux par une autorité dont ils ne relèvent pas.

L'article 3 donne une garantie aux secrétaires et receveurs communaux en instituant un recours au Roi contre la décision de la députation permanente statuant sur la révocation.

La Commission estime que le projet du Gouvernement fait droit aux griefs légitimes et est de nature à sauvegarder les intérêts des employés communaux, et l'accepte à l'unanimité de ses membres.

Pour ce qui regarde les fonctionnaires et employés des hospices et des administrations charitables, la Commission estime que les questions qui les intéressent trouveront tout naturellement leur place dans le projet de loi relatif à la bienfaisance publique.

Elle estime qu'il n'y a pas lieu de rencontrer les propositions à cet égard.

Le Rapporteur,
VERSTEYLEN.

Le Président,
W. HEYNEN.



(6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 MAART 1903.

Ontwerp van wet betreffende het bestendige der gemeentebesturen (1). —
Wetsvoorstel tot het waarborgen van het bestendige der gemeentebesturen (2).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (3) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER VERSTEELEN.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel van den heer Buyl verwekte in de afdeelingen veel tegenwerpingen.

Trouwens, dit ontwerp breekt af met eenen toestand, die sedert 1830 bestaat. Artikel 31 der Grondwet huldigt de onafhankelijkheid der gemeenten, voor alles wat gemeentebesturen betreft. Deze onafhankelijkheid der gemeente, binnen den kring van de haar toegekende machten, verhindert alle bemachting vanwege het middenbestuur. Het strekt de Belgische gemeenten tot eer en roem dat zij steeds ijverzuchtig zorgden voor het behouden van hare zelfstandigheid. Voorzeker veroorlooft de Grondwet de tussenkomst van den Koning of van de wetgevende macht, om te verhinderen dat de gemeenteraad zijne bevoegdheid te buiten gaat en het algemeen belang krenkt, doch slechts in geval van volstrekte noodzakelijkheid, mag de wetgever inbreuk maken op de zelfstandigheid der gemeente.

In de toelichting van zijn wetsvoorstel zegt de voorsteller, zich steunend op feiten, uitgemaakt door een onderzoek vanwege den nationalen Bond der gemeentebesturen, dat de wetgevende macht een einde dient te stellen aan waargenomen misbruik van gezag ten nadeele van sommige gemeentebesturen.

(1) Wetsontwerp, n^o 114.

(2) Wetsvoorstel, n^o 47 (zittingsjaar 1900-1901).

(3) De Commissie bestond uit de heeren HEYNEN, voorzitter, DE GHELLINCK D'ELSEGHEN, DOHET, GILLÈS DE PELICHY, WOESTE, VERSTEELEN en VANDERVELDE.

De aangeklaagde misbruiken schijnen erg te zijn. De nationale Bond der gemeentebeambten maakte ze aan de Kamers bekend in twee memoriën, in 1897 en 1900.

De openbare meening was voor eene wet tot het nemen van maatregelen om den toestand der beambten te vrijwaren.

Zes provincieraden : die van Antwerpen, Brabant, Henegouw, Luik, Namen en Oost-Vlaanderen; talrijke gemeenteraden : met name die van Aarlen, Andenne, Antwerpen, Berchem, Deinze, Dison, Elsene, Etterbeek, Fontaine-l'Évêque, Hamme, Herstal, Héverlé, Hoboken, Ledeberg, Lokeren, Montigny-sur-Sambre, Naast, Namen, Ninove, Roeselare, Sint-Joos-ten-Oode, Sint-Truiden, Spa, Temsche, Theux, Ukkel, Veurne, Zottegem, vroegen om tusschenkomst van den wetgever.

De Bond der beambten had een wetsontwerp opgemaakt, dat werd overgenomen door de heeren Buyl, Van de Walle, Antoine Delporte, J. Verheyen, Nolf en P. Ilymans, en den 18ⁿ December 1900 op het bureel der Kamer overgelegd.

Dit ontwerp, zegt de Toelichting, verandert de wijze van benoeming (art. 1, 2 en 5); stelt eene schaal op van tuchtstraffen en eene procedure tegen de misbruiken welke het toepassen van die straffen kan verwekken (art. 4, 5 en 6); verbiedt afstelling in massa en afhouding op de jaarwedde der beambten gedurende hunne ambtsvervulling (art. 7 en 8); bepaalt het minimum dat de besturen mogen afhouden op de jaarwedde van den beambte, afwezig wegens ziekte en tijdelijk vervangen (art. 9); stelt het tijdsbestek vast, dat niet mag voorbijgegaan worden voor bepaalde benoeming van voorloopig en tijdelijk aangestelde beambten (art. 10); regelt den toestand van in beschikbaarheid gestelde agenten (art. 11, 12 en 15); duidt de klassen van ambtenaren aan, die, reeds gevrijwaard door andere wetsbepalingen, niet vallen onder de toepassing van de voorgaande maatregelen, alsmede de ingetrokken gedeelten der gemeentewet (art. 14 en 16); verzekert, eindelijk, de uitvoering van de wet door bekrachtiging van de intrekking der toelagen van de provincie (art. 15).

Uit de bedenkingen, tegen het ontwerp ingebracht, volgt dat dit laatste het doel voorbijstreeft. Eerst en vooral huldigen artikelen 5, 2 en 8, met het oog op de algemeene beginselen, eenen volstrekt anaannemelijken toestand.

Artikel 5 van het ontwerp des Bonds geeft in elk geval en voor alle straffen den beambte recht op beroep bij de onmiddellijk hoogere overheid en bij den Koning. Wordt bij voorbeeld een bode gestraft met eene vermaning vanwege het college, zoo mag hij daarvan in beroep komen bij den gemeenteraad. Vervolgens kan de beslissing van den raad aan 's Konings bekrachtiging worden onderworpen, en alvorens uitspraak te doen, zal de Koning het advies der bestendige deputatie inroepen.

Is dat niet het bekrachtigen van de bemoeiing van het middenbestuur met de minste bijzonderheden van den bestuursdienst?

Voorzeker is het veroorloofd de mindere beambten te waarborgen tegen willekeur van hooger en; doch de maatregelen, welke men wil doen nemen, mogen dit gezag niet vernietigen.

In zijn vertoog aan de Kamer, dato 30 December 1902, erkent de nationale

Bond der beambten het gegronde van de opmerkingen, tegen dit artikel gemaakt.

Daarin lezen wij : De nationale Bond der gemeentebeambten in Belgie, den 26^e Mei 1891 te Gent in Congres vereenigd :

1. Overwegende dat artikel 5 van het ontwerp van wet betreffende het bestendige der gemeentebeambten, bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers overgelegd, tegenwerpingen uitlokte, waaraan gevolg behoort gegeven, verklaart zich te vereenigen met eenen nieuwen tekst voor § 2 van voormeld artikel, die luiden zou als volgt : Wordt *eene of andere van de drie laatste straffen*, vermeld onder § 1, artikel 4 van dit ontwerp, toegepast op eenen beambte, zoo heeft deze recht op beroep tegen de hem treffende beslissing :

1^o Enz...

Dit is, zooals wij verder zullen zien, het ontwerp der Regeering onder eenen anderen vorm.

Artikel 2, dat den ambtenaar van den burgerlijken stand het recht ontnemt de beambten van zijnen dienst te benoemen en weg te zenden, zou wel, om logisch te wezen, de ambtenaren van den burgerlijken stand moeten ontslaan van de strafrechterlijke en van de burgerrechterlijke verantwoordelijkheid die zij hebben voor de daden hunner beambten, en ze door dezen doen deelen. Het ontwerp behoudt de volstrekte aansprakelijkheid van den ambtenaar des burgerlijken stands, doch ontnemt hem alle gezag over zijne beambten.

En, al dringt de Bond der beambten in dit zelfde vertoog aan op het verwerven van deze hervorming, toch vraagt hij dat de aansprakelijkheid van den ambtenaar des burgerlijken stands wordt gedeeld door zijne beambten.

Doch de aansprakelijkheid van den ambtenaar van den burgerlijken stand alleen is van gansch bijzonderen aard en kan, zondere erge bezwaren, niet gedeeld worden.

De persoonlijke aansprakelijkheid van den ambtenaar zelven voor de daden zijner beambten is de doelmatigste waarborg voor het goed houden van de registers des burgerlijken stands, en verzekert tevens het best de uitvoering van alle formaliteiten rakende het opmaken van den burgerlijken stand der ingezetenen.

Hoe kan men, met het oog op de straf, de burger- of de strafrechterlijke aansprakelijkheid deelen voor het niet uitvoeren van de formaliteiten en plichten, voorgeschreven door artikelen 40, 43, 156 en 157 van 't Burgerlijk Wetboek; 194 tot 197, 263 en 264 van het Strafwetboek? Doch moet de ambtenaar van den burgerlijken stand volkomen aansprakelijk blijven, zoo is 't billijk dat hij, als waarborg voor dergelijke aansprakelijkheid, volstrekt gezag heeft over zijne beambten en ze zelfs mag wegzenden zonder voorkennis van den raad.

Artikel 8. — De jaarwedde der beambten door deze wet voorzien, mag niet verlaagd worden, zoolang de titularissen in ambtsbetrekking blijven. Wat beteekent zulks?

't Schijnt dat het in de bedoeling der ontwerpers ligt, eenvoudig te vermijden dat er afhoudingen worden gedaan op de jaarwedde der beambten,

wanneer dergelijke afhoudingen geen ander oogmerk hebben dan den beambte te dwingen tot ontslagneming. Doch niettemin blijft het waar dat men eene gemeente niet mag dwingen een nutteloos geacht ambt te handhaven. In dit opzicht gaat het ontwerp blijkbaar te verre.

Maar ook met het oog op het belang der beambten zelf, werden de bepalingen van artikelen 10 en 12 met reden afgekeurd.

Den proeftijd beperken tot een jaar (art. 10), kan heel dikwijls schadelijk zijn voor den beambte, die er belang kan bij hebben zijne bijzondere opleiding te volmaken, en welken de overheid moet wegzenden, zoo het ontwerp wordt aangenomen.

Eindelijk vraagt men zich te vergeefs af waarom het ontwerp geen recht op beroep bij den Koning toekent aan de gemeentesecretarissen en ontvangers, terwijl een eenvoudige bode al de rechten op beroep heeft, die onder artikel 5 zijn vermeld.

Toen de Kamer den tekst der Regeering verzond naar dezelfde Middenafdeeling, als bijzondere Commissie aangeduid, stelde zij deze in staat om beide ontwerpen te vergelijken en te onderzoeken of dit der Regeering niet op meer passende wijze beantwoordt aan het beoogde doel.

Trouwens, uit de beraadslagingen, waartoe het ontwerp der Commissie aanleiding gaf, blijkt dat men het eens blijft over twee beginselen :

1^o Het gezag der gemeente doen eerbiedigen door haar personeel;

2^o De beambten vrijwaren tegen misbruik van dit gezag, vermijden dat de beambte wordt opgecofferd om redenen die vreemd zijn aan den dienst en niet berusten op omstandigheden welke van zijnentwege eene grove schuld medebrengen.

Voor de beambten, houdt het ontwerp der Regeering rekening met beide beginselen.

Om aan de gemeenteoverheid meer vrijheid te laten en haar in staat te stellen tot het beteugelen van sommige onregelmatigheden, welke schorsing noch afstelling billijken, stelt het ontwerp eerst en vooral twee nieuwe straffen in. Terwijl de gemeentewet in hare artikelen 85-99 slechts schorsing voorziet, veroorlooft het ontwerp in zijn artikel 6 de overheden om de ambtenaren en beambten te verwittigen en te vermanen; doch deze straffen van verwittiging, vermaning en schorsing tot drie maanden worden door de gemeenteoverheid alleen, zonder beroep of verhaal toegepast.

Anderzijds wordt de schorsing voor meer dan drie maanden en de afstelling ambtshalve ter kennis van de bestendige deputatie gebracht, met recht, zoo voor den beambte als voor den raad, om bij den Koning in beroep te komen van de beslissing van dit college.

Er bestaat een gevoelig verschil tusschen beide voorstellen. Het ontwerp des Bonds kent het beroep en verhaal bij den Koning toe voor alle straffen; doch het verplicht steeds den beambte beroep aan te teekenen of zijn verhaal te onder teekenen, zoo hij zijne rechten bij de hoogere overheid wil doen gelden.

Zijn in het ontwerp der Regeering de mindere straffen onherroepelijk, voor al de andere straffen is er recht op verhaal. Te beginnen met schorsing voor drie maanden, wordt de bestendige deputatie ambtshalve met de zaak bekend gemaakt.

't Schijnt ons toe dat het tweede een betere waarborg^{is}, eenerzijds voor het beginsel van het gezag en de aansprakelijkheid der gemeente, anderzijds voor de rechten van den beambte, wiens rechten op beroep of verhaal nooit ontzenuwd zullen worden door redenen van persoonlijken aard.

Eindelijk worden, door artikelen 3 en 4 van het regeeringsontwerp, in de wet zeer ernstige maatregelen opgenomen om verbloemde afstelling of gedwongen ontslagneming te voorkomen. Het verlagen van jaarwedde en het ontredderen van den dienst des burgerlijken stands, door vijandigheid van den gemeenteraad jegens den met dezen dienst belasten ambtenaar, maken zij onmogelijk. Doordien de nieuwe bepaling de beraadslagingen der gemeenteraden over het intrekken van een ambt bij den burgerlijken stand of 't verlagen van de daaraan verbonden jaarwedde onderwerpt aan het toezicht der bestendige deputatie, vrijwaart zij terzelfder tijd de titularissen van deze ambten voor maatregelen die willekeurig tegen hen kunnen gericht worden door eene overheid van welke zij niet afhangen.

Artikel 5 geeft eenen waarborg aan de gemeentesecretarissen en -ontvangers, door het instellen van een verhaal bij den Koning, tegen de beslissing der bestendige deputatie over zijne afstelling.

De Commissie is van oordeel dat het ontwerp der Regeering de billijke grieven herstelt en van aard is de belangen der gemeentebeambten te vrijwaren, en keurt het goed, bij eenparigheid harer leden.

Voor de ambtenaren en beambten der godshuizen en liefdadigheidsbesturen is de Commissie van oordeel dat de hen betreffende vraagstukken natuurlijk hunne plaats zullen vinden in het ontwerp van wet op de openbare weldadigheid.

Zij meent zich niet te moeten inlaten met de voorstellen ten hunnen opzichte.

De Verslaggever,
VERSTEYLEN.

De Voorzitter,
W. HEYNEN.

